

Elections Législatives du 5 Mars 1967

— (1<sup>re</sup> Circonscription)

## CENTRE DÉMOCRATE

### *Electrices, Electeurs,*

Avec tous les Français, nous refusons un retour au passé.

Les institutions de la V<sup>e</sup> République sont les institutions de la France et ELLES N'APPARTIENNENT NI A UN HOMME, NI A UN PARTI, NI A UN CLAN.

Le Centre Démocrate repousse le régime d'assemblée et affirme qu'aucune politique démocratique n'est possible sans un GOVERNEMENT STABLE, CONTROLE PAR UN PARLEMENT LIBRE.

Dans le respect des institutions, nous estimons cependant qu'une politique nouvelle s'impose, CAR HUIT ANNEES DE POUVOIR SANS PARTAGE DEBOUCHENT SUR L'INERTIE ECONOMIQUE ET LE MALAISE SOCIAL.

Notre retard technique s'est aggravé, l'emploi est menacé, la crise du logement subsiste, nous manquons de centres de formation, de laboratoires, d'équipements collectifs (routes, téléphone, hôpitaux, piscines, centres sociaux, foyers de jeunes, etc...).

L'avenir n'est pas assuré pour ceux qui arrivent à l'âge du travail et les personnes âgées sont sacrifiées.

FACE A CETTE SITUATION, LE CENTRE DEMOCRATE, AVEC JEAN LECANUET,  
PROPOSE UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DYNAMIQUE PAR :

- une expansion régionale vivante offrant aux Jeunes les emplois nécessaires,
- un financement plus important des équipements collectifs,
- l'encouragement à l'épargne pour assurer les investissements,
- l'accroissement des efforts de recherche scientifique et technique,
- la simplification du système fiscal et la modernisation du crédit,
- l'abandon des dépenses de faux prestige et des charges improductives.

AINSI, NOUS POURRONS ASSURER LE PROGRES SOCIAL NOTAMMENT DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

Logement, enseignement, santé publique, amélioration du sort des personnes âgées, plein emploi, lutte contre les inégalités dont sont victimes les travailleurs payés au S.M.I.G. et les familles dont les ressources n'ont pas progressé au rythme général des revenus, protection sociale des agriculteurs, des commerçants et artisans, des combattants ayant souffert des guerres, indemnisation des rapatriés.

D'AUTRE PART, NOUS VOULONS UNE POLITIQUE AGRICOLE DE SECURITE.

Les Agriculteurs doivent avoir des conditions de vie comparables à celles des autres catégories socio-professionnelles, et la possibilité d'amortir leurs investissements dans des délais raisonnables.



Les enfants des Agriculteurs et des ruraux en général doivent pouvoir accéder à l'enseignement dans de bonnes conditions. (Ramassage scolaire en particulier).

En outre, nous estimons que l'agriculture européenne est la chance de l'agriculture française car, dans le cadre du Marché Commun, les cultivateurs peuvent obtenir une plus juste rémunération de leur production.

NOUS DEFENDONS, ENFIN, UNE POLITIQUE D'INDEPENDANCE DANS UNE DIMENSION NOUVELLE : L'EUROPE.

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance.

L'Europe doit être une communauté de peuples égaux acceptant des institutions communes.

Seule l'Europe Unie, gage de sécurité, pourra traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis et le bloc soviétique.

♦♦

Au cours de cette campagne électorale, nous n'avons porté aucune attaque personnelle, les excès, y compris ceux du langage, ne nous conviennent pas.

La Haute-Marne est un département insuffisamment développé où d'exaltantes mais lourdes tâches doivent être accomplies.

Le Député de notre circonscription devra donc faire preuve d'une grande compétence, d'un dévouement certain et consacrer toutes ses forces à la mission que vous lui confierez.

**NE L'OUBLIEZ PAS LE 5 MARS,**

**POUR LE RENOUVEAU DANS LA STABILITÉ,**

**POUR L'EXPANSION ÉCONOMIQUE ET LE PROGRÈS SOCIAL,**

**Votez Centre Démocrate**



**Guy SULTER**

Membre du Conseil Economique  
et Social

Président de la Fédération  
Départementale  
du Centre Démocrate



**Jean FONTY**

Maire du PAILLY

Conseiller Général  
du Canton de LONGEAU